

Rapport annuel 2017 de la BCE

2018/2101(INI) - 16/01/2019 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 500 voix pour, 115 contre et 19 abstentions, une résolution sur le rapport annuel 2017 de la Banque centrale européenne (BCE).

Les députés se sont félicités du fait que le soutien populaire à l'euro a augmenté de 8 points de pourcentage en 2017 par rapport à 2016, près des deux tiers des répondants (64 %) estimant que la monnaie unique est une bonne chose pour leur pays. Ils ont souligné l'obligation pour tous les États membres, à l'exception du Royaume-Uni et du Danemark, d'adopter la monnaie unique une fois qu'ils auront rempli les critères de convergence de Maastricht. La participation à l'Union bancaire devrait être considérée comme un critère clé pour les pays qui souhaitent rejoindre la zone euro.

Soulignant que la politique monétaire a contribué à préserver la monnaie unique et la stabilité de l'Union économique et monétaire, le Parlement a invité la BCE à se concentrer sur son objectif premier de stabilité des prix tout en rappelant que l'indépendance statutaire de la BCE, inscrite dans les traités, était essentielle à la réalisation de sa mission.

Défis à relever

L'économie de l'UE a connu sa croissance la plus rapide en dix ans en 2017 et tous les États membres ont vu leur économie se développer. Le chômage dans l'UE est à son niveau le plus bas depuis 2008, bien qu'il continue d'affecter considérablement les jeunes.

Le Parlement a toutefois mis en garde contre l'augmentation des incertitudes découlant de facteurs tels que :

- la menace d'un protectionnisme accru ;
- les négociations du Brexit ;
- les risques de formation de bulles d'actifs ;
- la crise des marchés émergents ;
- les niveaux historiques de la dette privée et publique ;
- la volatilité générale des marchés financiers liée en particulier aux risques politiques dans certains États membres qui compromettent les perspectives de croissance de la zone euro ;
- la montée du populisme, de l'isolationnisme et de l'ethnocentrisme dans l'ensemble du spectre politique ;
- le rejet de la mondialisation ;
- des divergences croissantes entre les États membres sur l'avenir de l'intégration européenne.

Dans l'ensemble, les députés ont souligné la grande importance, à ce stade, de maintenir un environnement favorable aux investissements publics et privés, qui sont encore en retard par rapport aux niveaux d'avant la crise.

Réformes structurelles

Le Parlement estimé que la politique monétaire ne suffisait pas à elle seule à assurer une reprise économique durable. Il a exhorté les décideurs politiques à maintenir la reprise économique actuelle au-delà du court terme en mettant en œuvre un ensemble de réformes structurelles et de politiques budgétaires socialement équilibrées, ambitieuses et propices à la croissance et à la productivité, dans le cadre du Pacte de stabilité et de croissance (PSC), y compris ses dispositions de flexibilité.

Programme d'achat d'actifs

Le Parlement a souligné que les mesures non conventionnelles de politique monétaire de la BCE ont contribué à prévenir les risques de déflation et à stimuler la relance du crédit au secteur privé. Ils ont approuvé la décision de la BCE de **mettre fin** à son programme d'achat d'actifs, estimant que cet instrument ne devrait être utilisé que de manière temporaire, car il engendre de nouveaux risques pour la stabilité financière. Il a toutefois souligné qu'une bonne synchronisation et une mise en œuvre bien menée de la suppression progressive des mesures exceptionnelles de politique monétaire seront essentielles afin d'éviter des perturbations sur le marché.

Préoccupés par la hausse rapide des prix de l'immobilier dans certains États membres, les députés ont appelé à la vigilance contre le risque de réapparition de bulles immobilières et d'endettement excessif des ménages et du secteur privé dans certains États membres.

Brexit

La résolution a invité la BCE à poursuivre ses efforts pour veiller à ce que les banques soient bien préparées à toutes les éventualités liées à Brexit et à entreprendre tous les préparatifs nécessaires pour assurer la stabilité des marchés financiers de l'UE, y compris dans le cas d'un Brexit sans accord.

Les députés ont suggéré que les États membres de la zone euro mettent en œuvre une stratégie commune de réglementation du secteur financier à la suite du Brexit plutôt que de céder à la préjudiciable tentation du moins-disant réglementaire.

Responsabilité et transparence

Soulignant l'importance que la BCE rende des comptes au Parlement, les députés se sont félicités du dialogue permanent entre la BCE et le Parlement. Ils ont encouragé la BCE à poursuivre ses efforts pour rendre ses décisions accessibles et compréhensibles pour tous les citoyens, ainsi que ses actions visant à maintenir la stabilité des prix dans la zone euro et donc à préserver le pouvoir d'achat de la monnaie commune.